



Un projet de budget pour nous serrer la ceinture — Tous ensemble préparons la riposte !

Lecornu veut économiser 54 milliards d'euros sur le prochain budget. Mais pas en puisant dans les bénéfices des entreprises, alors que la France est le deuxième pays du monde en dividendes versés aux actionnaires – 61 milliards d'euros ! Pas en supprimant l'infinité d'exonérations et subventions dont bénéficient les patrons : 211 milliards par an !

Guerre aux plus fragiles

Non, Lecornu va chercher ses milliards dans la poche des retraités en gelant les pensions et en les désindexant par rapport à l'inflation. Alors que les prix flambent ! L'indice des fonctionnaires serait gelé – pour la quatrième année consécutive. Pareil pour les aides au logement. Le gouvernement compte aussi faire la chasse aux arrêts maladie : ce n'est pas aux patrons – responsables de la dégradation des conditions de travail qui en est la cause – que Lecornu s'en prend, mais à leurs victimes ! Et, pour faire un clin d'œil à Marine Le Pen et sa préférence nationale, les travailleurs étrangers subiraient un délai de carence pour l'ouverture de droits, et cotiseraient donc un temps sans avoir droit aux indemnités correspondantes.

Les hôpitaux sont dans un état lamentable ? Pareil pour les écoles ? Ils devront aussi se serrer la ceinture, comme tous les services publics, car leurs budgets seront revus à la baisse... Des exceptions ? Évidemment : le ministère des Armées, largement augmenté : sinon, comment pourrait-il arroser les Dassault et autres Thalès en leur achetant leurs engins de mort ? Bien entendu, ceux de l'Intérieur



ou la Justice augmentent aussi pour pouvoir s'en prendre à ces pauvres qu'il veut ponctionner davantage et qui pourraient se révolter.

Intervention de Selma Labib à la fête de l'Humanité 2026



Nos armes : les grèves et les manifestations

Il paraît que Marine Le Pen n'est pas d'accord avec Lecornu. Aurait-elle découvert qu'on pouvait faire payer les patrons en augmentant les salaires ? Au contraire, elle propose de réduire leurs cotisations sociales et d'en redistribuer une toute petite partie sur le salaire net... Mais sa proposition revient à réduire ce que payent les patrons à la Sécu – qui serait obligée de réduire ses prestations. Les solutions de Le Pen ne s'en prennent jamais au patronat : alors que les prix à la pompe atteignent des sommets, pas question pour elle de s'en prendre aux bénéfices historiques de Total, et elle ne propose que de réduire les taxes. À gauche, les candidats à la gestion des institutions nous disent que

tout ira mieux une fois que nous aurons « bien voté » en 2027. Dans huit mois ? En attendant, on fait comment ? Et quel changement pourrait-il y avoir dans huit mois si aucun ne propose de s'en prendre aux patrons et à leurs actionnaires qui ont le pouvoir de décider des prix et des salaires, quel que soit le gouvernement !

Toutes ces solutions sont bidons. Nous devons défendre nous-mêmes nos intérêts et imposer nos revendications. Le seul moyen, ce sera en bloquant l'économie, et donc les profits, en nous mettant en grève et en manifestant jusqu'à ce qu'ils cèdent. Nous n'avons pas de temps à perdre !

Tous et toutes ensemble contre le gouvernement et le patronat

Les pompiers se mobilisent du 26 au 29 septembre, avec occupation d'une place dans Paris, puis rejoignent la manifestation du 29 septembre, journée de grève de la fonction publique, déjà rejointe par d'autres professions, comme les cheminots. D'autres journées de mobilisation sont prévues dans différents secteurs. Le gouvernement peut aussi craindre le « retour des Gilets jaunes », avec les manifestations prévues samedi 17 octobre contre les prix des carburants.

Il faut des mobilisations qui convergent en une lutte de tous les travailleurs, vers une grève générale, pas des luttes émiettées. Mais ces premières échéances seront l'occasion de faire grandir le mouvement et préparer cette lutte d'ensemble pour l'augmentation générale des salaires et pensions en prenant sur les profits des patrons.

SELMA LABIB

conductrice de bus

sera la candidate
du NPA-RSoutenue par
Gaël QUIRANTE

Pouvoir d'achat : la SNCF baisse les indemnités de télétravail

Sous prétexte de se conformer aux règles de l'URSSAF, la décision de la direction SNCF concernant le télétravail fait grincer des dents. Alors que les salariés supportent une partie des coûts liés au travail à domicile, la baisse annoncée des indemnités risque de leur faire payer davantage une organisation pourtant bénéfique à l'entreprise, a fortiori lorsqu'on impose le flex-office. Une nouvelle économie réalisée sur le dos des agents, au détriment du pouvoir d'achat et de l'équilibre entre vie professionnelle et personnelle.



Déraillement à Cléon

Vendredi 11 septembre, un train entre Caen et Rouen transportant 186 voyageurs a déraillé vers 19h45, blessant 44 d'entre eux. Tout de suite, la piste d'un sabotage a été avancée par les médias, la direction Sncf avec la présence d'un rail sur la voie. Mais motus et

bouche cousue sur le manque d'entretien des voies et la maintenance de la signalisation dont la direction se moque. Pas un mot non plus sur les visites de voie de plus en plus espacées faisant que la présence et la vigilance quotidienne des cheminots n'est plus pro active. Tout cela pour réduire les effectifs ... C'est qui les responsables dans l'histoire ?

Le 29 septembre : en grève et en manifestation pour nos salaires

syndicats de la fonction publique appellent à une grève pour les Dans la suite de la mobilisation des pompiers fin septembre contre a dégradation de leurs conditions de travail et le sous-investissement dans leur secteur, plusieurs salaires, rognés chaque année par l'inflation. Dans le public comme dans le privé, où que l'on regarde, les économies que nous imposent les patrons nous empêchent de faire correctement notre travail et nous met en danger, travailleurs et usagers. Le 29 septembre, ça sera donc aussi l'occasion d'exprimer tous ensemble ce raz-le-bol général, en solidarité les uns avec les autres.

La SNCF assure la maintenance... de ses profits !

À force de supprimer des postes, l'infra a de plus en plus de mal à tenir à jour les maintenances. Résultat : 500 mètres de caténaires arrachés au passage d'un train ce dimanche entre Vénissieux et Saint-Priest ! Et, pour réparer la ligne endommagée, il a fallu faire venir un train-travaux d'Ambérieu. Ça en dit long sur les

moyens dont dispose Réseau dans la région... Obnubilée par la course à la rentabilité, la boîte n'est même pas capable d'entretenir correctement un réseau ferroviaire qui serait pourtant bien utile à la population !

Numéro 63 Révolutionnaires



Non au permis de tuer

20.000 personnes défilaient le 20 septembre à Paris contre la loi dite « permis de tuer » qui affirme la présomption de légitime défense pour les policiers utilisant leur arme. Si le Sénat confirme le vote de l'Assemblée, cette loi viendrait renforcer encore l'impunité dont dispose la police quand elle terrorise les jeunes des quartiers populaires ou quand elle réprime les grévistes et les manifestants. Un projet qui dormait depuis longtemps dans le programme de Jean-Marie Le Pen, finalement réalisé par ceux qu'on nous présente tous les 5 ans comme le « rempart contre l'extrême droite ».